

**COUR SUPÉRIEURE**  
(Chambre des actions collectives)

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
DISTRICT DE MONTRÉAL

N° : 500-06-001220-231

DATE : Le 11 février 2025

---

**SOUS LA PRÉSIDENTE DE L'HONORABLE DOMINIQUE POULIN, J.C.S.**

---

**THOMAS VAILLANCOURT**  
Demandeur

c.  
**DOORDASH TECHNOLOGIES CANADA INC.**  
Défenderesse

---

**JUGEMENT**

---

- [1] **CONSIDÉRANT** le second avis ordonné par jugement le 15 janvier 2025;
- [2] **CONSIDÉRANT** que le projet d'avis aux membres soumis par les parties le 10 février 2025 est conforme à cette ordonnance;

**POUR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL :**

- [3] **APPROUVE** l'avis aux membres annexé au présent jugement;

[4] **LE TOUT**, sans frais de justice.



---

DOMINIQUE POULIN, J.C.S.

Me Eric Perrier  
Me Réjean Paul Forget  
Me Francis Thibault-Ménard  
PERRIER AVOCATS  
Avocats des demandeurs

Me Alexandre Fallon  
OSLER, HOSKIN & HARCOURT S.E.N.C.R.L, S.R.L.  
Avocat de la défenderesse

Sur le vu du dossier

*An English version of this notice follows the French version*

## **DEUXIÈME AVIS AUTORISÉ PAR LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC**

### **Règlement de l'action collective concernant le calcul des taxes de vente applicables aux commandes effectuées par les abonnés DashPass sur la plateforme DoorDash Canada.**

Dossier de Cour: 500-06-001220-231

Le présent deuxième avis est publié conformément à un jugement de la Cour supérieure du Québec (« **Cour** ») daté du 15 janvier 2025 ordonnant DoorDash Technologies Canada Inc. (« **DoorDash** ») de transmettre cet avis aux Membres du Groupe par courriel.

Le 27 novembre 2024, vous avez reçu un avis vous informant qu'une entente de règlement (l'« **Entente de règlement** ») est intervenue, sous réserve de son approbation par la Cour, entre Thomas Vaillancourt (le « **Demandeur** ») et DoorDash dans le cadre d'une action collective intentée par la Demanderesse contre DoorDash (l'« **Action collective** ») pour le manquement allégué de DoorDash quant au calcul des taxes de vente applicables aux commandes effectuées par les abonnés DashPass, le tout contraire à la *Loi sur la protection du consommateur*. DoorDash est en désaccord avec l'interprétation que la Demanderesse fait de la Loi et soutient avoir été en tout temps conforme aux exigences de la Loi. L'Entente de règlement a été conclue dans le seul but d'éviter les coûts et les inconvénients d'un litige échelonné dans le temps.

Cet avis vous informait également que la Cour tiendrait une audition pour déterminer si elle approuverait l'Entente de règlement le 15 janvier 2025. Cette audition a eu lieu, mais la Cour souhaite vous informer qu'une traduction française de l'Entente de règlement est maintenant disponible au Registre des actions collectives et sur le site internet des Avocats du Groupe, aux adresses suivantes:

<https://www.registredesactionscollectives.quebec/fr/Consulter/ApercuDemande?NoDossier=500-06-001220-231>

<https://perrieravocats.com/vaillancourt-c-doordash-technologies-canada-inc/>

Malgré le fait que l'avis transmis le 27 novembre 2024 stipulait que vous aviez jusqu'au 31 décembre 2024 pour vous exclure de l'Action collective, la Cour a ordonné que le présent deuxième avis vous soit transmis et que vous ayez l'option de vous exclure de l'Action collective ou formuler une objection à l'Entente de règlement avant le 25 avril 2025. Si vous vous étiez déjà exclu de l'Action collective avant le 31 décembre 2024, vous n'avez pas d'autres démarches à faire. **Si vous ne souhaitez pas vous exclure de l'Action collective ou formuler une objection à l'Entente de règlement, vous n'avez pas d'autres démarches à faire.**

**Si l'Entente de règlement est approuvée par la Cour, DoorDash appliquera automatiquement un crédit de 1,00 \$ sur les commandes placées par les Membres**

du Groupe qui ne se sont pas exclus de l'Action collective via leurs comptes DoorDash, sauf si la commande contient de l'alcool, jusqu'à ce que 357 000 Crédits aient été appliqués. Ces Crédits commenceront à être appliqués sans autre avis, outre une mention concernant la disponibilité de ces Crédits dans la section "Codes promotionnels" de votre compte DoorDash, si l'Entente de règlement est approuvée par la Cour, dans les trente (30) jours suivant la date où l'ordonnance de la Cour approuvant l'Entente de règlement devient finale. Ceci ne surviendra pas avant le 1er juin 2025, au plus tôt.

**Procédure pour vous exclure de l'Action collective ou pour formuler une objection à l'Entente de règlement**

Pour vous exclure de l'Action collective, ou pour formuler une objection à l'Entente de règlement, vous devez transmettre au greffier de la Cour une demande d'exclusion ou un avis d'objection contenant les informations suivantes :

1. Le numéro de dossier et l'intitulé de l'Action collective : *Vaillancourt c. DoorDash Technologies Canada Inc.* C.S.M. 500-06-001220-231;
2. Votre nom et vos coordonnées;
3. L'adresse courriel associée à votre compte DoorDash; et
4. Une déclaration que vous souhaitez vous exclure de l'Action collective ou que vous vous objectez à l'Entente de règlement.

À moins qu'elle ne soit déposée en personne à cette adresse, la demande d'exclusion ou l'avis d'objection à l'Entente de règlement doit être transmis à l'adresse qui suit, et reçue par la Cour avant le 25 avril 2025 :

Grefe de la Cour supérieure du Québec  
**PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL**  
1, rue Notre-Dame Est  
Salle 1.120  
Montréal, Québec, H2Y 1B5

**Référence:**  
**Vaillancourt c. DoorDash Technologies Canada Inc.**  
500-06-001220-231

La demande d'exclusion ou l'avis d'objection doit également être transmis aux Avocats du Groupe par courrier électronique (ep@perrieravocats.com) ou par courrier ordinaire à l'adresse qui suit:

Perrier Avocats  
M<sup>e</sup> Eric Perrier  
10500 boulevard Saint-Laurent  
Montréal, Québec, H3L 2P4

Si vous vous excluez de l'Action collective, vous ne recevrez aucune indemnité dans le cadre de l'Entente de règlement, vous ne serez pas lié par l'Action collective et vous ne pourrez formuler une objection à l'Entente de règlement.

Si vous transmettez un avis d'objection à l'Entente de règlement, vous devez vous présenter à la Cour le 30 avril 2025 à 9 h 15 à la salle 17.09 du Palais de justice de Montréal, situé au 1, rue Notre-Dame Est à Montréal. Vous n'avez pas besoin d'un avocat, mais vous pouvez en retenir un à vos frais. Si l'Entente de règlement est approuvée, vous serez lié par celle-ci.

Vous pouvez communiquer avec les Avocats du Groupe pour de plus amples renseignements par téléphone au 514-336-2769 ou par courriel ([ep@perrieravocats.com](mailto:ep@perrieravocats.com)).

**SECOND NOTICE AUTHORIZED BY THE SUPERIOR  
COURT OF QUEBEC**

**Settlement of the class action related to the calculation of  
sales taxes applicable to orders made by DashPass  
subscribers on the DoorDash Canada platform**

Court file number: 500-06-001220-231

This Second notice is issued in accordance with a Superior Court of Quebec ("**Court**") judgment dated January 15, 2025, ordering that DoorDash Technologies Canada Inc. ("**DoorDash**") transmit this notice to Class Members by email.

On November 27, 2024, you received a notice informing you that a settlement (the "**Settlement**") has been reached, subject to approval of the Court, between Thomas Vaillancourt (the "**Plaintiff**") and DoorDash in the context of a class action lawsuit commenced by the Plaintiff against DoorDash (the "**Class Action**") alleging that DoorDash incorrectly calculated sales taxes on transactions made by DashPass subscribers, contrary to the *Consumer Protection Act*. DoorDash disagrees with the Plaintiff's interpretation of the Act and maintains that it was at all times compliant with the requirements of the Act. The Settlement has been entered for the sole purpose of avoiding the costs and disruption of protracted litigation.

This notice also informed you that the Court would hold a hearing to determine whether it will approve the Settlement on January 15, 2025. This hearing was held, but the Court wishes to inform you that a French translation of the Settlement is now available on the Registre des actions collectives and on the website of Class Counsel, at the following addresses:

<https://www.registredesactionscollectives.quebec/fr/Consulter/ApercuDemande?NoDosier=500-06-001220-231>

<https://perrieravocats.com/vaillancourt-c-doordash-technologies-canada-inc/>

Despite the fact that the notice sent on November 27, 2024, stipulated a deadline of December 31, 2024 to exclude yourself from the Class Action, the Court has ordered this Second Notice and the option to exclude yourself from the Class Action or formulate an objection to the Settlement by April 25, 2025. If you excluded yourself from the Class Action prior to December 31, 2024, no further action is required. **If you do not wish to exclude yourself from the Class Action or formulate an objection to the Settlement, no further action is required.**

**If the Settlement is approved by the Court, DoorDash will automatically apply a \$1.00 credit on orders placed by Class Members who have not excluded themselves from the Class Action through their DoorDash accounts, except where the order contains alcohol, until 357,000 Credits have been applied. These Credits will start being applied without further notice, other than a mention regarding the availability of the Credits in the "Promo codes" section of your DoorDash account, if the Settlement is approved by the Court, within thirty (30) days from the order of the Court approving the Settlement becoming final. This will not occur until at least June 1, 2025, and may be later.**

**Procedure to exclude yourself from the Class Action or to formulate an objection to the Settlement**

To exclude yourself from the Class Action, or to formulate an objection to the Settlement, you must send to the clerk of the Court a duly signed request for exclusion or statement of objection to the Settlement containing the following information:

1. The Court file number and style of cause of the Class Action: *Vaillancourt v. DoorDash Technologies Canada Inc.* 500-06-001220-231;
2. Your name and contact information;
3. Your email address associated with your DoorDash account; and
4. A declaration stating that you wish to exclude yourself from this Class Action or stating that you object to the Settlement.

Unless filed in person at this address, the Request for Exclusion or statement of objection to the Settlement must be sent to the following address and received by the Court before April 25, 2025:

Grefe de la Cour supérieure du Québec  
**PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL**  
1 Notre-Dame Street East  
Room 1.120  
Montreal, Quebec, H2Y 1B5

**Reference:**  
**Vaillancourt v. DoorDash Technologies Canada Inc.**  
500-06-001220-231

The Request for Exclusion or statement of objection to the Settlement must also be transmitted to Class Counsel by electronic mail at (ep@perrieravocats.com) or by regular

mail at this address:

Perrier Avocats  
M<sup>re</sup> Eric Perrier  
10500 Saint-Laurent Boulevard  
Montreal, Québec, H3L 2P4

If you exclude yourself from the Class Action, you will not receive any benefits under the Settlement, will not be bound by the Settlement and will not be able to formulate an objection to the Settlement.

If you transmit a statement of objection to the Settlement, you must appear before the Court on April 30, 2025, at 9:15 AM in room 17.09 of the Montreal Courthouse, located at 1 Notre-Dame Street East in Montreal. You do not need to be represented by a lawyer, but you may hire one at your own expense. If the Settlement is approved by the Court, you will be bound by the Settlement.

You may contact Class Counsel for more information by phone at 514-906-6132 or by email ([ep@perrieravocats.com](mailto:ep@perrieravocats.com)).